Choisir d'avoir un enfant, choisir sa sexualité :

c'est nous qui décidons ! c'est notre droit et c'est la loi!

Dans le 20e, nous avons été nombreux-ses à nous mobiliser pour la réouverture du centre IVG de l'hôpital Tenon. Pendant 15 mois, nous avons mené la lutte... et nous avons gagné! Le centre a repris ses activités en avril.

Il s'agit d'un retour à la légalité, puisque la loi de 1979 a inscrit définitivement dans le texte le droit des femmes d'interrompre une grossesse, et décidé la création d'un centre IVG dans chaque hôpital public.

Mais les politiques qui nous gouvernent font preuve d'une grande hypocrisie. Leur main droite ignore ce que fait leur main gauche. Ils affirment respecter le droit de choisir mais s'emploient à fermer les centres IVG, comme d'ailleurs ils ferment d'autres services et rognent sur les moyens des hôpitaux.

Et voilà que des petits groupes religieux intégristes s'installent à la porte de l'hôpital Tenon! Ils prétendent remettre en cause la réouverture du centre. Bon nombre de ces fanatiques brandissant leur croix vont jusqu'à refuser le droit à la contraception.

Aiguille à tricoter, eau savonneuse, infusions de persil et autres bricolages souvent aussi inefficaces que dangereux... nous ne voulons pas revenir au temps de la barbarie! Le temps où les femmes ont connu la peur, la galère des grossesses non désirées, les avortements clandestins et leurs conséquences souvent dramatiques.

Le 17 septembre dernier, on a ainsi pu voir le groupe intégriste SOS-Tout-petits en plusieurs endroits devant et autour de l'hôpital, où il a pris place grâce à la protection de la police. Il a fallu de fortes protestations d'habitant-e-s du 20e, d'élu-e-s, de militant-e-s qui s'étaient regroupé-e-s devant l'hôpital, pour que la police se décide enfin à les faire s'éloigner.

Ils annoncent leur retour le samedi 15 octobre à 10h30. Sous prétexte de prières ils viennent exercer leur pression sur les femmes, les usager-e-s et personnel de l'hôpital. Le ministre de l'intérieur a annoncé avec force publicité que désormais les prières de rue seraient interdites. Deux poids, deux mesures, : ses services autorisent et protègent ces intégristes munis de chapelets. Ces pressions sont inadmissibles et nous serons là, samedi comme à chaque fois, pour les empêcher et surtout réaffirmer notre droit à disposer de notre corps.

Nous vous invitons à nous rejoindre!

Application de la loi, un centre IVG dans chaque hopital public!
Vigilance face aux groupes retrogrades qui s'en prennent à nos choix,
à nos sexualités, à nos droits, avec la complicité de l'Etat!

Non à tout ordre moral qui voudrait contrôler nos vies!

Notre corps nous appartient!